# ÉDITORIAL



## FACE À LA CHINE, L'EUROPE DOIT MOINS COMPTER SES DÉFICITS QUE SES INVESTISSEMENTS

**Les 8 et 9 octobre prochains, le commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique, Maroš Šefcovic, se rendra à Pékin. Le déficit de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine sur les produits manufacturés atteint EUR 400 mds sur douze mois, porté par une poussée des importations. Rapporté au PIB, il reste pourtant inférieur à son pic de 2022 (2,1% contre 2,5%). En outre, le chiffre agrégé masque des réalités contrastées : 1) à l'exception de l'automobile et de l'Allemagne, les exportations résistent, y compris celles de services ; 2) la perte du débouché chinois a été largement compensée sur les marchés tiers ; 3) le vrai défi reste la montée en gamme des produits importés de Chine. Plus qu'un rééquilibrage du solde bilatéral, l'enjeu pour l'Europe est de défendre plus fermement son marché et d'investir davantage chez elle pour renforcer sa compétitivité.**

### EXPORTATIONS VERS LA CHINE : UN RECUL CIBLÉ, PAS GÉNÉRALISÉ

Le recul des exportations vers la Chine n'est pas généralisé.Depuis 2022, année du pic des exportations européennes vers la Chine, le secteur automobile (véhicules et équipements) explique les deux tiers de la baisse des ventes européennes en Chine (EUR 23 mds sur 34 mds), en raison du bond de l'électrique et des marques locales sur le marché chinois. La concurrence s'est également durcie sur les composants électroniques, avec un recul de 40% des exportations européennes depuis 2022, signe des progrès de Pékin dans sa stratégie de substitution et de renforcement de son autonomie dans des secteurs clés comme l'IA. Au total, ces deux secteurs (automobile et électronique) expliquent plus de 80% du recul des exportations européennes vers la Chine depuis 2022 (EUR 28 mds sur 34 mds).

Le reste des exportations résiste nettement mieux : elles n'ont reculé que de 3% depuis 2022 (EUR -6 mds) et sont stables depuis un an. Plusieurs secteurs affichent même une hausse : les machines spécialisées, les moteurs et équipements aéronautiques, les médicaments. Il en va de même des services à haute valeur ajoutée, où l'UE a vu son excédent vis-à-vis de la Chine augmenter ces dernières années, même s'il a marqué le pas en 2025[1].

L'Allemagne – de loin le premier exportateur européen d'automobiles vers la Chine – supporte la majorité du choc. Ses exportations vers la Chine ont baissé de EUR 32 mds (-30%) depuis 2022, soit l'essentiel du recul européen (EUR 34 mds). Hors Allemagne, les exportations en valeur se maintiennent donc depuis 2022 et sont même reparties à la hausse cette année (+5% a/a au premier semestre, contre -12% pour l'Allemagne ; *cf. graphique 1*).

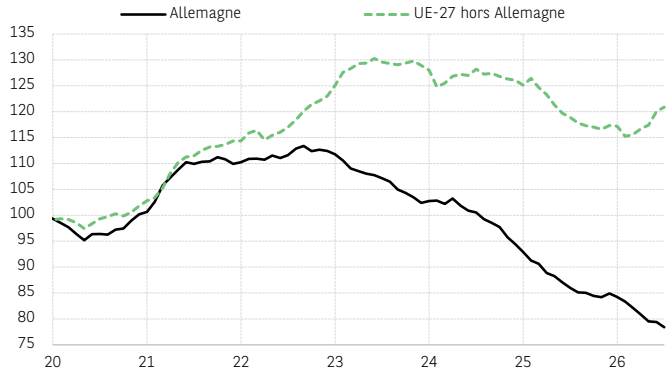
La France et l'Italie affichent une hausse de plus de 15% au premier semestre, soutenue par les produits chimiques (France, Italie) et l'aéronautique (France). Le recul observé de l'Allemagne pèse également lourd par l'intermédiaire de ses chaînes de valeur, car il entraîne une baisse des exportations des pays d'Europe centrale (dont la Slovaquie, la Slovénie et la Bulgarie).

### UNE RÉORIENTATION BIEN ENGAGÉE MAIS FRAGILE

Le repli du débouché chinois a été largement compensé ailleurs. Hors Chine, l'excédent manufacturier de l'UE reste supérieur de EUR 60 mds à son niveau de 2022 (*cf. graphique 2*), même s'il a reculé en 2026 avec la baisse des exportations vers les États-Unis. Les entreprises européennes ont davantage exporté vers d'autres destinations, notamment sur le continent. Les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques vers la Suisse ont, ainsi, progressé d'un tiers depuis 2022.

**En dehors de l'Allemagne, les exportations manufacturières rebondissent**

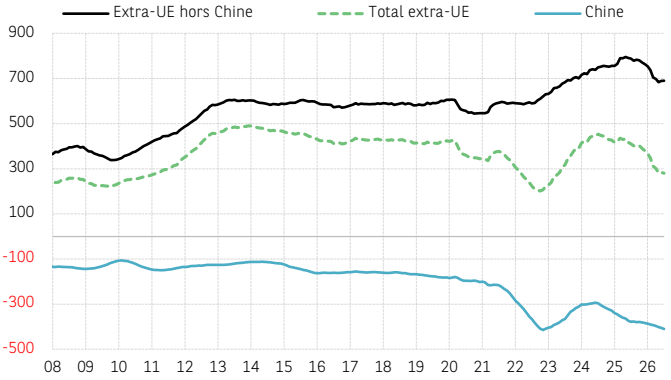
**UE-27 exportations de biens manufacturiers vers la Chine**
**(indice, 12/2019=100)**




GRAPHIQUE 1 SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

**L'excédent manufacturier hors Chine est supérieur à son niveau de 2022**

**UE-27 soldes commerciaux sur les biens**
**(cumul sur douze mois, EUR mds)**




GRAPHIQUE 2 SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

La part de l'AELE[2] dans les exportations manufacturières extra-UE a ainsi atteint 11%[3] en juillet, un niveau inédit, tandis que celle de la Chine est tombée sous la barre des 8%, au plus bas depuis 2010.

1 Voir notre analyse : Face à la déferlante industrielle chinoise, l'Europe dispose d'atouts mais cherche une stratégie

2 Association européenne de libre-échange regroupant l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse

3 Cumul sur douze mois

La part des États-Unis est, en revanche, retombée à 21%, soit 3 pp en dessous de son pic de 2025.

Ce redéploiement est d'autant plus précieux que les exportations s'essoufflent aussi ailleurs, et pas uniquement aux États-Unis. En effet, la dégradation des débouchés asiatiques ne se limite pas à la Chine : le déficit manufacturier avec l'ASEAN et Taïwan s'est aussi creusé significativement depuis 2022, certains pays servant en partie de plateformes de réexportation pour des produits chinois. Le déficit bilatéral de l'UE avec le Vietnam est notamment passé de EUR 36 mds en 2022 à 57 mds aujourd'hui, tandis que celui avec Taïwan, exportateur majeur d'équipements électroniques, liés notamment à l'IA, a progressé de EUR 15 à 26 mds.

Les signaux récents sont cependant favorables. Au T2 2026, les exportations de biens de l'UE en volume ont ainsi surpris à la hausse (+4,3% t/t), en partie mais pas uniquement, grâce à l'Irlande (+2,1% t/t hors Irlande). Les enquêtes de climat des affaires de septembre font également état d'une nette amélioration des carnets de commandes à l'exportation dans l'industrie en zone euro, au plus haut depuis février 2022 pour le PMI et depuis octobre 2023 pour l'enquête de la Commission européenne.

## LES IMPORTATIONS DE L'UE EN PROVENANCE DE CHINE SONT LE CŒUR DU SUJET

La Chine devient un fournisseur de plus en plus incontournable pour l'Europe, et c'est précisément là que réside le talon d'Achille des 27. Les importations en provenance de Chine ont encore progressé de 7% a/a au premier semestre 2026, portant la part du pays dans les importations provenant de l'extérieur de l'UE à 23%, un nouveau record (31% pour les seuls produits manufacturés).

Ces importations témoignent également de la montée en gamme chinoise, notamment dans l'automobile, les équipements électriques, les machines et la pharmacie, où les importations ont presque doublé en valeur depuis 2022. Même si les montants restent à ce stade modestes (EUR 11 mds), leur progression rapide invite à la vigilance. L'exemple de l'automobile a montré que la percée des exportations chinoises en Europe pouvait être rapide, tant les écarts de compétitivité (coût et de plus en plus hors coût) y sont importants. Sans oublier que l'UE dépend de la Chine pour certains produits stratégiques (notamment les métaux critiques), pour lesquels la Chine pourrait prendre des mesures de rétorsion en réponse à d'éventuelles barrières européennes, comme l'ont montré en 2025 les restrictions sur les terres rares.

## LE RÉÉQUILIBRAGE NE VIENDRA PAS DU COMMERCE SEUL

La réponse européenne à la montée en puissance de la Chine ne peut se cantonner à la question du solde bilatéral au risque de reproduire les erreurs de l'administration américaine qui, en 2025, a fait des déficits bilatéraux l'alpha et l'oméga de sa politique tarifaire. Le déséquilibre est d'abord chinois : son excédent commercial structurellement élevé (près de 6% du PIB) est favorisé par une demande intérieure atone qui fait des exportations un débouché indispensable pour écouler sa surproduction.

La stratégie industrielle chinoise vise les positions dominantes de l'Europe, et rien ne garantit que les secteurs européens qui résistent aujourd'hui y parviendront encore demain. L'Europe a raison de durcir le ton pour rééquilibrer la concurrence entre les deux blocs.

### La boîte à outils européenne face à la Chine

| Registre | Objectif | Principaux instruments |
|---|---|---|
| Défendre | Protection ciblée et temporaire contre les surcapacités | Mesures de sauvegarde (chimie, acier, automobile) ; droits compensateurs sur les véhicules électriques ; droits sur les petits colis |
| Conditionner | Accès au marché contre une production, une valeur ajoutée et des emplois en Europe | *Industrial Accelerator Act* ; réforme des marchés publics (préférence européenne) |
| Sécuriser | Réduire les dépendances critiques | Instrument de diversification des fournisseurs ; RESourceEU, Cybersecurity Act, Critical Medicines Act |
| Diversifier | Élargir les débouchés et les approvisionnements | Accords commerciaux (Mercosur, Mexique, Inde, Indonésie, Australie) ; élargissement des partenariats stratégiques (notamment sur les matières premières critiques) |
| Se renforcer | Rééquilibrer au sein de l'Europe | Feuille de route *Une Europe, un marché* ; Union de l'épargne et de l'investissement ; simplification réglementaire (paquets « omnibus ») ; assouplissement des critères de concurrence/fusion. |

TABLEAU SOURCE : BNP PARIBAS

La Commission a multiplié ces derniers mois des mesures de sauvegarde (chimie, automobile et acier, instaurant en septembre des quotas et des prix planchers sur l'acier électrique), tandis que Paris et Berlin préparent une position commune, qui sera dévoilée au Conseil européen d'octobre, pour renforcer les instruments de défense commerciale. Cette fermeté a néanmoins ses limites puisque les importations de biens intermédiaires chinoises restent indispensables à la compétitivité de l'industrie européenne.

Pour l'Europe, l'autre question qui se pose est celle de son déficit d'investissement. Le rapport Draghi chiffrait à EUR 750-800 mds par an l'investissement supplémentaire nécessaire pour redresser la compétitivité européenne. Parmi les leviers identifiés, deux sont décisifs. Le premier est la R&D, où l'écart avec la Chine s'est très nettement creusé ces dernières années[4]. Le second est l'approfondissement du marché unique, qui conditionne les effets d'échelle dont bénéficient les champions chinois. L'Europe ne manque pourtant pas de ressources, ne serait-ce que son excédent du compte courant (2,5% du PIB) qui témoigne d'une épargne toujours abondante. Plusieurs dossiers en cours de négociation, dont l'*Industrial Accelerator Act*, devraient déboucher sur des mesures précises (*cf. tableau*), même si leurs contours définitifs et leur mise en œuvre prendront du temps.

L'Union européenne ne doit pas viser le rééquilibrage du solde bilatéral avec la Chine, qui reflète à la fois des distorsions de concurrence et un effort de R&D plus important. L'excédent de l'UE vis-à-vis du reste du monde montre qu'elle reste compétitive. Néanmoins, à court terme, elle doit défendre son marché avec plus de fermeté et de façon ciblée. La rencontre des 8 et 9 octobre prochains, dans le cadre du mécanisme de consultation sur le commerce et l'investissement lancé fin juin, pourrait permettre des avancées bienvenues en matière d'exportations de terres rares ou d'accès au marché chinois. Mais pour remédier au déséquilibre, l'enjeu pour l'Europe est ailleurs. Il lui faut se transformer de l'intérieur en augmentant significativement les investissements et les économies d'échelle, tout en diversifiant les débouchés. Ces trois leviers sont essentiels pour que l'UE renforce sa souveraineté et accroisse sa résilience aux chocs économiques.

**Guillaume Derrien**
**guillaume.a.derrien@bnpparibas.com**

4 Selon l'OCDE, les dépenses en R&D représentaient 2,1% du PIB en Europe et 2,7% en Chine en 2024.